

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 44
Excusés : 15
Absents : 20

REUNION DU 13 FEVRIER 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-TROIS**, le **LUNDI TREIZE FEVRIER** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **SEPT FEVRIER DEUX MILLE VINGT-TROIS**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT PRESENTS</u>	M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme JAOUANI Amel, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARQUES Paulo, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. VAZ Micaël,
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MISSOUR Sabrina, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme LAGNEAU Muriel, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. MORIN Sébastien, M. BELOUCHAT Rachid, Mme FAOUZI Hanane, M. CARRE Julien, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme LEFEVRE Bénédicte,
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, M. JAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. Abdelouaheb CHERIGUENE

DELIBERATION N°15 – URBANISME – TREMBLAY-EN-FRANCE – MODIFICATION N°2 DU PLU DE TREMBLAY-EN-FRANCE - OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1, L.153-36 à L.153-44 et R.153-20 et R.153-21 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi d'Accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose, que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le Plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011 ;

Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013 ;

Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014 ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230213-15-13-02-2023-DE
Date de télétransmission : 23/02/2023
Date de réception préfecture : 23/02/2023

Vu les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015 ;

Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;

Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;

Vu les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du conseil de territoire le 20 mars 2017 ;

Vu la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;

Vu la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 ;

Vu la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;

Vu la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté n°2022-018 du 4 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;

Vu la décision n°DKIF-2022-175 du 27 octobre 2022 portant obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France (93) après examen au cas par cas ;

Considérant que la procédure de modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France a notamment pour objectifs :

- De prendre en compte le projet de la grange aux dîmes ;
- D'ajuster le zonage et les règles de la zone Uo afin notamment de permettre l'évolution des secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;
- D'ajuster certaines règles de la zone Up afin de protéger davantage le tissu pavillonnaire ;
- De modifier les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;
- D'ajuster les règles relatives aux CINASPIC ;
- De procéder à des ajustements réglementaires mineurs, notamment en zone Uc ;
- De clarifier le lexique du règlement ;
- De mettre à jour les informations relatives aux servitudes archéologiques ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement, le plan de zonage, les OAP et les annexes pour permettre ces adaptations ;

Considérant que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée par le code de l'urbanisme ;

Considérant que la décision de la MRAe porte obligation de réaliser une évaluation environnementale et que, conformément notamment à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, il doit donc être menée une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Considérant qu'au terme de la concertation, conformément à l'article L.103-6, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire et joint à l'enquête publique organisée ultérieurement.

Après avoir délibéré,

- **Approuve** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation organisée dans le cadre de la modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France, en application des dispositions des articles L.103-2 et L.103-3 du code de l'urbanisme, définis ci-dessous.

- Les objectifs poursuivis visent à :
 - Présenter le projet de modification du PLU et sensibiliser aux évolutions proposées les habitants, les associations locales et toutes autres personnes concernées ;
 - Permettre au public de s'exprimer et ainsi d'enrichir le projet ;
- Les modalités de la concertation sont les suivantes :
 - Il sera procédé à une concertation du public sur le projet de modification n°2 du Plan local d'urbanisme (PLU) de Tremblay-en-France du lundi 20 mars 2023 au vendredi 12 mai 2023.
 - Le dossier de concertation sera mis à la disposition du public durant cette période, sur support papier, pendant toute la durée de la procédure :
 - A l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Le dossier de concertation sera également accessible en ligne durant cette période depuis les sites internet :
 - de la ville de Tremblay-en-France : www.tremblay-en-france.fr
 - de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr
 - du site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-plu-tremblay>

Caisse de réception en préfecture
093-200058097-20230213_15-13-02-2023-DE
Date de transmission : 23/02/2023
Date de réception en préfecture : 23/02/2023

- Un registre permettant à chacun de déposer ses observations et propositions sera mis à disposition pendant cette période :
 - o En version papier, à l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - o En version papier, au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - o En version numérique, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-m2-plu-tremblay>

Chacun pourra également faire part de ses observations et propositions grâce à l'adresse e-mail dédiée suivante : concertation-m2-plu-tremblay@mail.registre-numerique.fr

- Un article d'information relatif à la modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France sera publié dans le journal municipal de la commune.
 - Un poste informatique sera mis à la disposition du public en mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture,
 - À compter de l'ouverture de la concertation, des renseignements sur le dossier peuvent être demandés et des questions sur le projet peuvent être adressées auprès de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France ou à l'adresse mail dédiée : concertation-m2-plu-tremblay@mail.registre-numerique.fr
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cette affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.
 - **Précise** qu'à l'issue du délai de concertation prévu à l'article 1 ci-dessus, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol. Le bilan de la concertation sera joint au dossier soumis à enquête publique préalable à l'approbation du dossier de modification n°2 du PLU.
 - **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

